Bolsonaro et la barbarie capitaliste

Ballast
4 octobre 2019

Traduction d'un entretien d'El Salto pour le site de Ballast

En plein centre de Rio de Janeiro, la porte-parole du Parti socialisme et liberté (PSOL), Marielle Franco, tombait sous les balles. C'était en mars 2018 ; deux anciens policiers ont, depuis, été arrêtés. En octobre de la même année, Jair Bolsonaro, militaire de formation et porte-voix de l'extrême droite libérale, était élu président de la République fédérative du Brésil avec plus de cinquante millions de voix. Mônica Francisco est elle aussi membre du PSOL — une formation anticapitaliste soutenue, aux dernières élections, par le Parti communiste et les mouvements indigènes. Pasteure, ancienne assistante de Marielle Franco et députée depuis février 2019, elle dénonce la violence sociale, sexiste et raciste du gouvernement en place. La revue espagnole El Salto *l'a rencontrée cet été : nous traduisons leur échange.*

Vous faites partie d'un groupe parlementaire qui défend les droits de populations traditionnellement discriminées, telles que la communauté noire, les LGBTI... Quelles sont vos relations avec le gouvernement Bolsonaro ?

Elles sont de plus en plus difficiles. D'abord parce que ces populations — majoritaires au sein d'une société brésilienne féminine, jeune et noire — qui habitent dans les favelas et dans les périphéries vivent dans des conditions de vie très précaires. Le gouvernement fédéral de Jair Bolsonaro et le gouverneur de l'État de Rio, Wilson Witzel, mènent une politique ultraconservatrice et teintée de forts relents fascistes. Ils encouragent les actions violentes et les politiques d'austérité drastique : la réforme des retraites, l'augmentation des inégalités sociales et celle du chômage. 23,3 millions de Brésiliens vivent dans une extrême pauvreté et notre pays compte 14 millions de chômeurs. Dans l'État de Rio de Janeiro, 56 % des ménages perçoivent dans le meilleur des cas l'équivalent de deux salaires minimum [*le salaire minimum est d'environ 230 euros, ndlr*]. Les revenus d'un grand nombre de foyers sont inférieurs à ces montants et 12,5 % de la population de l'État doit vivre avec moins d'un salaire minimum par mois. Ces personnes souffrent de l'intensification et de l'accroissement des violences — notamment de la part de l'État —, des carences de services sanitaires de base profondément remis en cause, des politiques publiques insuffisantes et d'un système de transport précaire et violent, principalement pour les femmes.

Y a-t-il eu, comme cela a été souligné à plusieurs reprises, une augmentation du nombre de morts parmi la jeunesse des populations pauvres et noires sous la main des forces de l'ordre?

« Nous avons assisté à une augmentation de la violence directe, notamment à travers un recours anticonstitutionnel à des francs-

tireurs et à des hélicoptères militaires. »

Oui. Au premier semestre 2019, près de trois mille personnes ont été tuées, parmi lesquelles plus de huit-cents par armes à feu. Il s'agit en majorité de jeunes entre 15 et 25 ans. Il y a également eu une augmentation de morts parmi les enfants et les femmes, de féminicides, particulièrement chez les femmes noires des quartiers populaires.

Des enquêteurs et des journalistes affirment qu'il y a une forte militarisation de la vie dans Rio et sa banlieue. Est-ce vrai et, si c'est le cas, comment cela se traduit-il ?

Pendant les 100 premiers jours du gouvernement Wilson Witzel, une politique sécuritaire a été mise en place dans des zones défavorisées. Cette politique a été marquée par une recrudescence des armes et des groupes violents armés. Nous avons assisté à une augmentation de la violence directe, notamment à travers un recours anticonstitutionnel à des francs-tireurs et à des hélicoptères militaires. Je veux souligner cela parce que l'utilisation de franc-tireurs ne serait être acceptable que dans des situations exceptionnelles, de prise d'otage ou de guerre civile déclarée, par exemple. Cette politique s'appuie sur un discours qui criminalise la pauvreté. Et cela justifie pour eux l'utilisation de tireurs embusqués, d'hélicoptères en guise de plateformes aériennes, ou encore l'utilisation croissante de forces de sécurité qui ont recours à une violence inouïe contre les populations les plus pauvres.

S'agit-il d'une violence ciblée, liée à un quelconque degré de discrimination ?

En aucun cas. Cette violence est aveugle. Et je tiens à souligner qu'il y a une criminalisation croissante des militants des droits de l'Homme. Paradoxalement, la Déclaration universelle des droits de l'Homme — qui fête son soixante-dixième anniversaire — visait à protéger des groupes victimes de violations systématiques (qui pourraient potentiellement être qualifiées de génocide), à l'instar des Juifs, des homosexuels… Aujourd'hui, les défenseurs des droits de l'Homme sont présentés comme des alliés du terrorisme et comme une menace pour l'État et les « bons citoyens ».

New York, 24 septembre 2019 | Alan Santos | PR

Après l'assassinat de Marielle Franco ainsi que la démission et l'exil du député Jean Wyllys [*du Parti socialisme et liberté, ndlr*], le gouvernement a-t-il pris des mesures pour protéger la vie des hommes politiques menacés ?

Bien au contraire, la violence a augmenté. Les mouvements sociaux et politiques de gauche, ainsi que ceux qui, sans en être, sont démocrates, soucieux du droit, constitutionnalistes, font l'objet d'hostilité, de déclarations et de gestes violents : des attitudes qui proviennent du gouvernement et des groupes politiques sous son influence. Le Brésil a laissé assassiner plus de soixante-dix activistes des droits humains en 2017. La plupart d'entre eux étaient des figures importantes de la défense de l'environnement et des revendications des populations rurales. Le point culminant de ce processus a été atteint avec l'assassinat de Marielle Franco, porte-drapeau de nombreuses luttes et causes. Elle était noire, lesbienne et de gauche. Elle a été exécutée à Rio de Janeiro, dans cette ville que l'on considère comme la seconde capitale du pays. Je dis cela pour souligner l'importance de cette ville, qui a une valeur symbolique exceptionnelle : siège d'événements décisifs dans les champs politiques, sociaux et culturels, elle donne le ton. C'est à Rio que se trouvent les plus grandes plateformes pétrolières, ainsi que le siège de Petrobras, l'entreprise publique la plus importante du Brésil et l'une des plus grandes du monde. Voilà pourquoi l'assassinat de Marielle est le symbole d'une énorme fracture démocratique.

À quoi attribuez-vous l'insistance de Bolsonaro dans son combat contre les politiques de genre et tout ce qu'il qualifie de « politiquement correct » ?

« Bolsonaro est le résultat de la revanche de ces élites qui ont une forte influence dans les classes moyennes. »

Les opposants à Bolsonaro se rebellent contre cette politique conservatrice qui persiste à ignorer les nouvelles formes d'émancipation sociale — qui n'ont pas seulement cours au Brésil mais qui résultent davantage d'une évolution de l'humanité. Elles existaient déjà, mais elles continuent de gagner de la force à mesure que la société mûrit, évolue, et qu'elle intègre qu'il y a d'autres modes de constitution familiale, de relations amoureuses, sexuelles, lesquelles font émerger avec force des identités diverses. Il y a une sorte de discours, de pensée arriérée, qui persiste à ignorer ces évolutions et qui, poussée à l'extrême, va jusqu'à dire que la Terre est plate.

Bolsonaro est-il l'expression des classes moyennes urbaines ou puise-t-il aussi sa force dans des secteurs populaires ?

Il exprime une série de convergences. C'est la synthèse de la stratégie revancharde des élites si bien décrite par Jessé Souza dans son livre *A Elite do Atraso* [*L'Élite arriérée*]. Des élites qui ont prospéré grâce à l'exploitation de la main d'œuvre esclave, grâce au massacre de la population indigène. Ces élites ont fait fortune puis ont transmis leur patrimoine à leurs descendants de manière peu orthodoxe... Il y a un fil conducteur : la tentative de maintien d'une conception coloniale. On parle là d'une élite prédatrice, extractiviste — et il ne s'agit pas seulement de la canne à sucre et du café mais aussi des bois de l'Amazonie et du secteur minier. [Le philosophe et théologien] Leonardo Boff décrit ces élites comme une frange de la population qui hait les pauvres et les Noirs, qui les exploite ; il rappelle que leur projet eugéniste prévoyait qu'il n'y ait plus de majorité noire au Brésil en 2012 — et plus qu'un pourcentage minime de population indigène. La société serait ainsi majoritairement blanche, du fait de l'arrivée d'immigrants que l'on inciterait financièrement à s'installer dans le pays. Bolsonaro est le résultat de la revanche de ces élites qui ont une forte influence dans les classes moyennes, chez les descendants des hauts fonctionnaires et des laquais qui ont labouré ces cinq cent dix-neuf années d'histoire du Brésil — parmi lesquels beaucoup furent récompensés par des titres de noblesse. C'est pour cela que nous avons des classes moyennes qui rêvent de faire partie de l'élite, qui remplissent le rôle de laquais de cette dernière et enfantent des phénomènes comme Bolsonaro. Il y a aussi des couches populaires, influencées par le récit médiatique, qui convergent dans ce résultat dramatique dont nous pâtissons

aujourd'hui au Brésil.

Marielle Franco | DR

Vous êtes pasteure évangélique. Comment comprendre le soutien des églises évangéliques au gouvernement Bolsonaro ?

Cette question requiert une réponse complexe. Certains groupes religieux identifiés par la gauche comme fondamentalistes — et il s'agit précisément de femmes noires et d'une jeunesse extrêmement précarisée qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles, sans aucune perspective d'avenir ni considération sociale — trouvent de la considération lorsqu'on leur donne l'opportunité de faire partie d'un collectif. Dans la Baixada Fluminense [*région de l'État de Rio de Janeiro, ndlr*], où les conditions de vie sont les plus difficiles, la majorité des gens vit sous le seuil de pauvreté, ne bénéficie d'aucun service de transports et subsiste dans un espace contrôlé par des groupes paramilitaires. Dans ces quartiers, seules les églises évangéliques, mais aussi catholiques, leur viennent en aide. Leur base est essentiellement noire, jeune et féminine. Mais qui sont les leaders de ces églises, leurs pasteurs ? Ce sont des Blancs issus des classes moyennes, qui se sont constitués comme une élite religieuse rivée aux pouvoirs en place, comme c'est le cas de l'évêque Edir Macedo. Ces pasteurs déploient un discours religieux totalement déformé : un récit de la prospérité — fallacieux, en tant que tel, car il n'est rien d'autre qu'un discours méritocratique teinté de religieux. Ce récit cherche également à toucher

et amadouer les âmes, parce que l'âme, dans notre tradition chrétienne, est un espace d'émotion et de sentiment.

> ***« Il se produit une sorte de fusion entre un récit biblique distordu et le message selon lequel le pays aurait besoin d'un homme providentiel. »***

Il se crée là une relation qui s'appuie aussi sur un fond colonial — que ces leaders utilisent. À partir de ces restes de culture coloniale, il y a une tentative de construction d'un pouvoir médiatique hégémonique. Non seulement au sein des groupes religieux, mais dans un spectre large : autour de secteurs consolidés au sein du monde laïc, comme la banque, l'agrobusiness ou l'élevage. C'est alors que se produit une sorte de fusion entre un récit biblique distordu et le message selon lequel le pays aurait besoin d'un homme providentiel, au profil fort, proche de celui qui s'est imposé aux États-Unis sous l'impulsion du pouvoir religieux. Celui-ci soutient la promotion de leaders politiques au prétexte qu'ils seraient « envoyés de dieux », comme cela s'est passé pour Trump. Il y a deux semaines, nous avons reçu la visite au Brésil des Ministres de Dieu, une société secrète nord-américaine très proche de la Maison Blanche depuis l'ère Kennedy et Nixon. Une parenthèse : Jair Bolsonaro est catholique et s'est cependant rendu en Israël pour y être baptisé dans le Jourdain par un pasteur. De cette façon, il se constitue en référence pour une partie de la population non-familiarisée avec l'interprétation des textes religieux. Il s'érige en « envoyé de Dieu » afin de s'opposer aux militants qui luttent pour l'égalité de genre et un système de santé où les femmes ne soient pas criminalisées, afin de s'opposer aux groupes qui s'efforcent de ne pas être traités comme des citoyens de seconde classe, à l'instar de la communauté noire.

Vous parlez de méritocratie. Cette représentation du monde promue par les pasteurs blancs aux populations les plus marginales charrie donc également la promesse d'une certaine ascension sociale…

C'est exact. Plus un groupe contribue — et la notion de contribution financière est ici décisive —, plus il sera béni par le pouvoir. Cette bénédiction est inspirée par l'impératif d'accumulation et se réfère à un concept de la matrice wébérienne. Il s'agit de l'esprit d'accumulation du capital, qui se présente sous cette forme religieuse.

Policier de l'UPP | Unité de la Police pacificatrice | Divulgação

Quelles sont les raisons pour lesquelles le pasteur Crivella, maire de Rio de Janeiro, a choisi de centrer ses attaques sur le carnaval ?

Plusieurs réponses sont possibles. D'une part, les écoles de samba sont un foyer de résistance politique, malgré la récupération progressive du carnaval par les forces du capital. Aussi, à l'instar des religions d'origine africaine, le carnaval est une des expressions de la présence noire, d'une résistance noire. C'est une partie de la réponse ; d'autre part, le carnaval englobe également une composante mondaine, profane, qui va à l'encontre des principes religieux. Le comportement de Crivella s'oppose radicalement aux principes d'un État laïc. Le chef du pouvoir exécutif municipal se doit de gouverner dans l'intérêt d'une population qui n'est pour une grande partie pas religieuse et qui, pour une autre partie, se rassemble autour de différentes convictions. Il ne peut donc pas gouverner en faveur d'une communauté religieuse spécifique. En outre, son positionnement religieux est un geste médiatique envers un secteur de l'électorat qui a besoin d'être reconnu. Il existe autour du carnaval tout un écosystème d'associations, d'entrepreneurs s'y rattachant de près ou de loin, et la bataille à mener est de nature essentiellement culturelle et représentative, pour un secteur qui reste à fidéliser.

Le néolibéralisme est-il seulement une politique injuste à l'endroit des droits sociaux et de la redistribution de la richesse, ou bien s'étend-il à davantage de secteurs ?

Nous avons connu une période de capitalisme sauvage dans les années 1970 avec la crise du pétrole, puis les années 1980 et 90. Au Brésil, les années 1980 sont notoirement connues comme une « décennie perdue ». Dans les années 1990, plusieurs pics de récession économique se sont succédé, puis le pays est entré dans une phase de néolibéralisme postmoderne, barbare, qui condamne la majorité des jeunes à la marginalité, sans formation académique, sans futur, à la disparition. Cette phase est particulièrement cruelle en cela qu'elle dispose de la capacité de capturer d'importants secteurs de la société et de les transformer en valeur de ce capital financier. Absolument distant, informe, le néolibéralisme parvient à s'accaparer les esprits, les cœurs, et engrange les soutiens — à tel point qu'au Brésil, les travailleurs précaires acceptent de ne pas obtenir davantage de droits. Ce point est l'aspect le plus pervers de ce modèle. Il rend extrêmement difficile, bien que pas impossible, la lutte contre le fascisme, contre ce capitalisme barbare. Cette lutte sera notre grand défi au XXI^{e} siècle.

Traduit de l'espagnol par Patrick Zech et Thomas Misiaszek, pour Ballast | « Mônica Francisco : "Bolsonaro es el resultado de la venganza de las élites" », El Salto, 21 septembre 2019.